

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail - Patrie

Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement
du Territoire

SECRETARIAT GENERAL

Direction Générale de l'Economie et de la Programmation des
Investissements Publics

Division de la Prévision et de la Préparation des Programmes et
Projets

Cellule de l'Elaboration du Programme d'Investissement Prioritaire
et des Cadres des Dépenses à Moyen Terme

N° _____/N/MINEPAT/SG/DGEPIP/DPP/CPIP-CDMT

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work - Fatherland

Ministry of Economy, Planning and Regional
Development

GENERAL SECRETARIAT

Directorate General of the Economy and Public
Investment Programming

Projection, and Programmes and Projects Preparation
Division

Priority Investment Programme and Medium-Term
Expenditure Frameworks Development Unit

Yaoundé, le

Termes de Référence

DIAGNOSTIC DU PROCESSUS DE PLANIFICATION-BUDGETISATION AU CAMEROUN (CDMTs CENTRAL ET SECTORIEL)

Décembre 2009

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Cameroun fait l'expérience de la mise en œuvre du DSRP qui est aujourd'hui à sa deuxième génération. En effet, la première ébauche d'une Stratégie de Réduction de la pauvreté a couvert la période 2003-2006 et a servi comme cadre stratégique de référence, de programmation et budgétisation des actions du Gouvernement, ainsi que pour le dialogue avec les partenaires techniques et financiers. La deuxième stratégie, dénommée Stratégie de Croissance et d'Emploi (SCE), couvre la période 2010-2020, et vise à consolider les acquis du précédent tout en mettant un accent sur la diversification de l'économie et l'intensification de la croissance et l'emploi afin d'accélérer la lutte contre la pauvreté et la marche du Cameroun vers l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

A travers le nouveau régime financier, le Cameroun dispose d'un cadre pour la réflexion stratégique et les instruments financiers pluriannuels tel que le CDMT et les budgets programmes susceptibles de traduire en actions concrètes cette réflexion stratégique. En effet, le CDMT, tout en s'inscrivant dans un processus intégré de planification, vise à sortir de la prévision budgétaire annuelle et permet une visibilité des recettes et des dépenses sur une période de trois ans. Quant aux budgets programmes, ils représentent un programme de planification et de budgétisation à moyen terme. Aussi sont-ils des programmes de dépenses pluriannuels, prenant en compte les stratégies, les ressources, les activités sur une période avec des exercices d'actualisation et d'ajustement des prévisions et des réalisations effectuées annuellement.

Dès lors, de l'efficacité de la démarche suivie dans un tel processus dépendent les résultats souhaités. En effet, les programmes doivent se fonder sur les analyses scientifiques ayant des bases objectives et rationnelles. Par exemple aux Etats-Unis, le program budgeting n'a été rendu possible que grâce au progrès du calcul économique : recherche opérationnelle, analyse de coût bénéfique.

Au total, conscient de l'importance que requièrent ces instruments dans l'atteinte des objectifs de croissance, de création d'emplois et de réduction de la pauvreté, la nécessité de procéder au diagnostic des processus qui aboutissent à leur élaboration se justifie amplement. Les présents Termes de Référence sont donc élaborés en vue de procéder à ce diagnostic.

Une fois réalisée, la présente mission permettra :

- aux autorités à divers niveau de prendre conscience des problèmes qui altèrent la qualité des CDMT (central et sectoriels) ;
- aux acteurs de la chaîne de mieux comprendre leur rôle dans ce processus ;
- aux acteurs du processus CDMT de connaître et d'utiliser les bonnes pratiques en la matière ;
- de disposer d'un projet de renforcement des capacités indiquant les actions qu'il convient de mener à court, moyen et long termes pour améliorer le processus CDMT,
- à l'atelier national sur le CDMT de fournir des résultats exploitables.

II. OBJECTIFS DE LA MISSION

L'objectif global de la présente mission est de faire un état des lieux et proposer un projet de renforcement des capacités en vue d'améliorer le processus CDMT

De façon spécifique, il s'agira de :

- faire un diagnostic du processus d'élaboration du CDMT en identifiant notamment les insuffisances ainsi que les entraves de ce processus ;
- identifier les défis importants pour améliorer le processus CDMT ;
- identifier les défis à relever pour améliorer les interrelations entre le CDMT central et les CDMT sectoriels et/ou budgets programmes ;
- proposer les stratégies pour améliorer l'élaboration des CDMT (Central et sectoriel).

III. TACHES A REALISER PAR LE CONSULTANT

Les tâches à réaliser dans le cadre de cette mission se présentent comme suit :

- passer en revue le processus lié aux préparatifs du CDMT (Central et sectoriel) et jauger dans quelle mesure les politiques et stratégies en cours de mise en œuvre (SCE, etc) ont été prises en compte ;
- passer en revue les différentes étapes du processus lié aux préparatifs du CDMT (Central et sectoriel) ;
- analyser le cadre organisationnel actuel en place et le rôle des acteurs ;
- analyser les fondements ainsi que les hypothèses qui sous-tendent le CDMT Central ;
- analyser le fondement des projections macroéconomiques ;
- analyser les fondements ainsi que les hypothèses des allocations sectorielles ;
- examiner la synergie entre le niveau global et le niveau sectoriel (ministériel) ;
- identifier les implications du CDMT aux niveaux décentralisé et déconcentré ;
- proposer une démarche méthodologique appropriée pour l'élaboration du CDMT et définir le rôle de chaque acteur dans le processus ;
- identifier les forces et les faiblesses ; les menaces ainsi que les opportunités ;
- proposer un programme de renforcement des capacités.

IV. DEMARCHE METHODOLOGIQUE

Le consultant propose la démarche méthodologique envisagée pour la conduite de la présente mission.

V. RESULTAS ATTENDUS

La présente mission doit aboutir aux résultats ci-après :

- le cadre organisationnel est analysé : le processus CDMT et le calendrier d'élaboration du CDMT sont connus, les relations entre le cycle budgétaire et la SCE sont connues, les acteurs qui y participent sont connus, les acteurs consultés durant le processus sont connus, les éléments du CDMT qui sont l'objet d'engagement politique sont connus ;
- le champ du CDMT est connu : la nature des dépenses incluses dans le CDMT, la nature des revenus et financements pris en compte, les classifications utilisées et leur degré d'agrégation ;
- une analyse des projections macroéconomiques est disponible ;

- la structure des enveloppes budgétaires et des allocations sectorielles est connue, les relations entre le CDMT et le PIP sont connues, le fondement des allocations sectorielles est connu, la priorité (ou non) accordée aux secteurs prioritaires, à la SCE, OMD et toute autre stratégie en cours de mise en œuvre est mise en exergue ;
- les effets du CDMT sur les ministères sectoriels sont connus : les équipes sectorielles CDMT sont connues, fréquence des revues des dépenses publiques, la qualité des informations financières et non financières est appréciée, le mode de gestion est connu (grande liberté de gestion et d'exécution) ;
- les implications de l'exécution budgétaire pour le CDMT sont connues ;
- les implications du CDMT sur le système d'information sont connues : (ressent-on grâce au processus CDMT des efforts pour produire dans les meilleurs délais des informations financières et non financières de bonne qualité ? les mêmes informations servent-elles au CDMT, au budget ? les informations sont-elles disponibles et ouvertes à la société civile ?);
- les forces, les faiblesses, les menaces ainsi que les opportunités sont connues : (Quels sont finalement les principales forces et faiblesses du CDMT ? Quelles sont les mesures à prendre (à court et moyen termes) pour renforcer le processus CDMT ?) ;
- un projet de renforcement des capacités est disponible en fonction des résultats de la mission.

VI. PROFIL DU CONSULTANT

Le profil requis pour la mission se décline comme suit :

Qualification :

Diplôme supérieur en macroéconomie (DEA, DESS, Master, Ingénieur Statisticien Economiste, Ingénieur Planificateur), en Finance et en Gestion.

Expérience générale :

Expérience d'au moins dix (10) ans dans la gestion des Finances Publiques et/ou dans l'analyse macroéconomique des pays en développement.

Connaissance et expérience professionnelle :

Expérience dans la conception ou la révision-évaluation, ou réalisation des CDMT ; l'expérience acquise dans différents pays en matière d'élaboration de méthodologie pour l'établissement d'un CDMT, sera considérée comme un atout.

VII. DUREE DE LA MISSION

Il est prévu que la mission se déroule en trente (30) jours ouvrables à compter de la date de signature du contrat.

VIII. ENCADREMENT DE LA MISSION DU CONSULTANT

La capitalisation des résultats de cette étude nécessite que la Direction Générale de l'Economie joue le rôle de facilitateur et soit l'interface entre le consultant et les ministères sectoriels.

Pour une bonne réalisation de cette mission, l'équipe dédiée à ces tâches aura besoins des équipements, du petit matériel, etc dont le budget estimatif s'élève à 40 millions de F CFA et se répartit de la manière ci-après :

Ordre	Désignations	Montant en F CFA
01	Achat des équipements (04 ordinateurs portables)	10 000 000
02	Achat du petit matériel de bureau (papiers, encres et autres consommables informatiques)	5 000 000
03	Indemnités pour travaux spéciaux	20 000 000
04	Transport	5 000 000
	Total	40 000 000

IX. SUPERVISION

Supervision Générale :

Le Directeur Général de l'Economie et de la Programmation des Investissements Publics.

Supervision technique :

- Le Chef de la Division de la Prévision et de la Préparation des Programmes et Projets ;
- Le Chef de la Division des Analyse et des Politiques Economiques ;
- Le Chef de la Cellule des CDMT.